

# Les sociétés civiles, les nouveaux bâtisseurs des relations euro-arabes

Parier aujourd'hui sur la société civile pour relancer les relations euro-arabes au moment où de graves conflits enfièvent le monde arabe peut paraître inapproprié, voire incongru. La raison plaide pourtant pour une telle approche. Et ce dialogue avec la société civile, même s'il n'est pas susceptible d'aboutir très rapidement à des résultats concrets, ne doit pas être différé. En se focalisant seulement sur les seuls points de très fortes tensions ou sur l'actualité immédiate, aussi dramatique soit-elle, liée aux menaces sécuritaires ou aux enjeux migratoires, l'Europe prend le risque de sa désintégration et de son effacement dans la mondialisation émergente. Les sociétés européennes n'ont un devenir qu'en se projetant dans le futur, condition des réformes qui doivent être engagées pour rénover une gouvernance politique désormais dépassée à la fois par les enjeux environnementaux et les défis socio-économiques. Ce n'est qu'à ce prix que les sociétés européennes pourront procéder aux adaptations politiques nécessaires à leur intégration dans un monde à la fois globalisé et désordonné.

Cet effort, les gouvernements, prisonniers du court terme et assujettis à une gestion en temps réel, en sont incapables. Condamnées à être

coup plus vaste avec l'implication de toutes les forces vives, notamment les acteurs de la société civile, qui à long terme devront se porter garants des nouvelles perspectives de développement. Pour les pays arabes, et indirectement pour l'Europe, c'est aussi le seul moyen de freiner la montée des fondamentalismes et d'offrir une alternative à l'engrenage de la violence (sans oublier ses conséquences en termes de migrations, tant pour les pays d'émigration que pour les États d'immigration).

Sur le plan économique, seule une société arabe libérée de ses contraintes sociales et politiques asphyxiantes et d'une lecture biaisée de l'islam peut retrouver une dynamique de développement. Cet espoir n'a de chance de se matérialiser que s'il est soutenu par l'Europe dans le cadre d'un nouveau paradigme de dialogue transversal et citoyen impliquant toutes les sociétés civiles autour d'un projet commun, d'un futur commun. C'est à l'Europe d'assumer une telle initiative en engageant un vaste processus de consultation de toutes les sociétés civiles, car elle dispose à la fois de l'expérience nécessaire et des moyens de la mettre en œuvre. Cette démarche ne réussira que si ses auteurs acceptent d'être à l'écoute des revendications de l'ensemble des communautés, même les



© PATRICE LOUBON / NEGPOS

découvertes, leurs décisions sont d'emblée réprochées. Ils sont dès lors perçus comme insignifiants et la tentative est grande de leur préférer une illusion de bonheur nichée dans un passé fantasmé. Comment s'extraire du diagnostic et des commentaires et faire de l'imagination un nouvel objet de conquête? C'est un projet que seules les sociétés civiles avec l'appui des intellectuels et du monde académique peuvent mener à terme. Et il s'agit de l'engager dans les meilleurs délais, car le temps est compté.

Ce constat, particulièrement évident, dans les démocraties occidentales, les sociétés des pays méditerranéens l'ont vécu, de manière souvent dramatique, lors des «printemps arabes» en se mobilisant pour un autre avenir. Si les conditions de départ divergeaient fondamentalement, les causes des protestations s'en rapprochaient. Il convenait de tourner la page d'un monde en retrait par rapport aux enjeux du futur. L'erreur de l'Occident, c'est de n'avoir pas analysé ces révoltes à leur juste valeur et de s'être recroquevillé dans une méfiance de mauvais aloi. C'eût été pourtant une chance à la fois pour les pays européens et pour l'ensemble du monde arabe de jeter les fondements d'une réflexion commune sur l'avenir de cette région euro-arabe et de dépasser le concept conquérant et arrogant d'une «mare nostrum» aux ordres de l'Europe.

Six ans plus tard, alors que des millions de migrants se pressent aux frontières européennes, que le terrorisme menace et que tous les États en Europe et dans le monde arabe investissent, en pure perte, des milliards d'euros dans des aventures militaires, ne serait-il pas temps de repenser les relations euro-arabes et de les articuler en fonction d'une analyse sérieuse des précédentes tentatives de coopération, des enjeux et des responsabilités réciproques?

Ce sont les questions qui doivent être posées en examinant les meilleurs moyens de répondre à l'ensemble des défis actuels, avec pour objectif la mise en place d'une coopération mutuellement favorable. Ce n'est qu'en se projetant dans le futur d'une prospérité partagée que l'on résoudra les conflits sous-jacents qui noircissent le présent.

Cette tâche implique des changements profonds dans l'approche traditionnelle des événements et l'inclusion d'une vision temporelle beau-

plus rétives au dialogue, et s'ils sont prêts à innover sur le plan des relations individuelles, collectives et institutionnelles.

Dans le monde arabe, cette démarche doit être soutenue par tous les pays qui ont compris que leur destin était intimement lié à leur capacité d'ouverture et d'échanges, notamment les États dont les principes constitutionnels instaurent le pluralisme et encouragent désormais le dialogue dans le respect des droits fondamentaux des citoyens. Cette dynamique n'a, jusqu'à ce jour, jamais prévalu dans les relations euro-arabes, peut-être parce que le temps ne s'y prêtait pas et que les déséquilibres Nord-Sud ne favorisaient pas une telle avancée. Mais aujourd'hui, les intérêts sont si imbriqués que refuser le dialogue reviendrait à condamner l'ensemble des partenaires à un immobilisme suicidaire.

Bien évidemment, le processus de dialogue ne se réalisera pas dans la précipitation. Il sera long et complexe. Dans un premier temps, les États ont intérêt à se cantonner dans l'expectative, mais avec une attitude bienveillante et attentive, en appelant les sociétés civiles à occuper le terrain de la concertation avec l'appui des milieux académiques qui peuvent utilement accompagner cette démarche. Ce n'est que lorsque le dialogue aura porté ses fruits, qu'une négociation plus formelle pourra être engagée avec tous les États intéressés à jeter les bases d'un nouveau dessein pour les relations euro-arabes. Une initiative innovante, féconde et généreuse en direction des sociétés civiles constitue notre dernière chance de bâtir une nouvelle relation entre les peuples et les États des deux rives de la Méditerranée, basée sur la compréhension, la solidarité et une prospérité partagée tant attendue.

**ALAIN CLERC**

Président de la Fondation pour la promotion du dialogue méditerranéen et euro-arabe (FDMEA) [www.fdma.org](http://www.fdma.org)

**HASNI ABIDI**

Directeur du centre d'études et de recherches sur le monde arabe et méditerranéen (CERMAM) et chargé de cours au Global Studies Institut, Université de Genève

# ÉCLAIRAGES

**IMPRESSUM**  
[www.lacite.info](http://www.lacite.info)

Directeur de la publication  
Fabio Lo Verso

Rédactrice en chef  
Catherine Flankan-Bokonga

Rédaction  
Luisa Ballin  
journaliste

William Irigoyen  
journaliste senior

Alberto Campi  
photojournaliste

Federico Franchini  
journaliste d'enquête

Lucy Isler  
journaliste junior

Pierre Dubois  
dessinateur

Adresses de correspondance  
Journal La Cité  
Case postale 1103  
1211 Genève 26  
[info@lacite.info](mailto:info@lacite.info)

Abonnements  
Journal La Cité  
Case postale 1103  
1211 Genève 26  
[abos@lacite.info](mailto:abos@lacite.info)  
+41 22 800 14 30

Tarifs d'abonnement:

110 CHF  
abo annuel  
Suisse

140 CHF / 130€  
abo annuel  
Europe

180 CHF / 160€  
abo annuel  
Hors Europe

Impression  
Pressor SA Delémont